INTERNATIONAL • OTAN

OTAN : les trois vies d'une Alliance née d'un coup de bluff et jugée aujourd'hui obsolète par Trump

Par Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, correspondant)

Publié le 23 juin 2025 à 20h00, modifié le 24 juin 2025 à 12h38

Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés

Offrir l'article

Lire plus tard

HISTOIRE | **Issue de la volonté américaine de protéger l'Europe du communisme, l'Alliance atlantique a changé en profondeur après la chute du Mur, s'élargissant et se frottant à de nouvelles missions, sans jamais démontrer totalement son efficacité. Aujourd'hui, elle est confrontée aux violentes remises en cause de Donald Trump, à la veille du sommet des 24 et 25 juin.**

Une partie du système de défense antimissile intégrée au dispositif Aegis Ashore de l'OTAN, sur la base américaine de Redzikowo (Pologne), le 16 décembre 2024. JEDRZEJ NOWICKI POUR « LE MONDE »

Et si l'Alliance atlantique, demain, cessait d'exister ? Jusqu'ici, pour la plupart des observateurs européens, l'hypothèse, inimaginable, n'était même pas assez sérieuse pour que l'on perde son temps à l'envisager. En 2020, Robert Zoellick, secrétaire d'Etat américain adjoint de 2005 à 2006 sous la présidence du républicain George W. Bush, écrivait, dans *America in the World* (Twelve, non traduit), que le fait de nouer des alliances était l'un des cinq grands piliers de la politique étrangère de son pays, soucieux du bon fonctionnement du système international.

Cinq ans plus tard, un républicain d'un autre type, Donald Trump, inquiète ses alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au point de leur donner des sueurs froides, à la veille du sommet de La Haye des 24 et 25 juin.

Ils redoutent que la ville néerlandaise soit le lieu d'une nouvelle foucade d'un président qui a déclaré à diverses reprises que la préservation du territoire européen ne devrait plus être l'un des objectifs stratégiques des

Etats-Unis. Et qui a menacé d'abandonner l'OTAN si ses alliés ne portent pas leurs dépenses de défense à 5 % de leur PIB, alors que huit d'entre eux sont toujours sous la barre des 2 % qui avait été fixée en 2014.

Lire le décryptage | Donald Trump quitte précipitamment un G7 percuté par les conflits au Proche-Orient et en Ukraine, et s'en prend à Emmanuel Macron

En 2017 déjà, à l'aube de son premier mandat, Donald Trump avait jugé l'OTAN *« obsolète »*. Et en juillet 2018, lors d'un sommet de l'Alliance à Bruxelles, il lâchait : *« De nombreux pays ne paient pas ce qu'ils devraient et, franchement, de nombreux pays nous doivent un énorme paquet d'argent depuis des années. »*

S'ils n'avaient pas pris vraiment au sérieux les premiers propos du président américain, les dirigeants européens sont, aujourd'hui, bien forcés de les acter. En décembre, un journaliste de NBC News demandait à Trump si son pays pourrait vraiment délaisser l'OTAN. Il répondait *« oui, tout à fait »*, non sans ajouter que *« oui, tout à fait »*, il pourrait également décider d'y rester, si les Européens *« paient leurs factures et nous traitent de manière juste ». « Il n'y a pas de plan de retrait américain »*, assurait le secrétaire général de l'Alliance, Mark Rutte, le 2 avril, en tentant d'éluder le débat. D'autres n'excluent plus rien et relèvent que les conseillers qui entouraient Donald Trump lors de son premier mandat (2017-2021), ceux qu'on appelait les « adultes dans la pièce », ont cédé la place à des personnalités bien plus radicales.

Ils soulignent aussi que le président américain n'hésite plus à menacer directement deux autres pays fondateurs de l'OTAN, le Canada et le Danemark. Homme des transactions et de l'argent, le président américain en revient en fait à son constat premier : les Etats-Unis ont dépensé pour leur défense, en 2024, 967,6 milliards de dollars (environ 890 milliards d'euros), quand l'ensemble des 23 pays de l'UE membres de l'Alliance y consacrait « seulement » 360 milliards de dollars (environ 330 milliards d'euros).

Garantie étendue

Donald Trump pourrait-il aller jusqu'au divorce ? Ce serait la fin d'une époque commencée le 4 avril 1949, avec la signature du traité de Washington, qui devait notamment garantir aux douze signataires (Etats-Unis, France, Canada, Royaume-Uni, Danemark, Islande, Italie, Norvège, Portugal et les trois pays du Benelux) une assistance mutuelle en cas d'agression. Après la naissance de cette alliance, l'OTAN proprement dite était instituée à la fin de 1949, avec la création d'un organe politique (le Conseil de l'Atlantique Nord), d'une institution interparlementaire (l'Assemblée parlementaire) et d'une instance militaire (le Comité militaire).

Le monde occidental redoutait à nouveau le pire et tentait de s'organiser. En mars 1947, Paris et Londres avaient signé un traité d'alliance et d'assistance militaire ; un an plus tard, cette garantie était étendue aux trois pays du Benelux, avec le traité de l'Union occidentale. La prise de pouvoir par les communistes, soutenus par Moscou, en Tchécoslovaquie, en février 1948, puis le blocus des secteurs occidentaux de Berlin, de juin 1948 à mai 1949, poussent le secrétaire d'Etat américain, George Marshall, à imaginer une structure multilatérale qui va se substituer aux alliances existantes afin de dissuader Moscou. De quoi rassurer les Européens : le souvenir du repli américain, au sortir de la première guerre mondiale, et de ses catastrophiques conséquences pour le Vieux Continent, était encore bien frais.

Lire aussi l'archive (2019) : OTAN - Russie : soixante-dix ans de confrontations

A ses débuts, l'organisation n'était *« en réalité qu'un cache-misère »*, souligne Ian Kershaw : les forces terrestres soviétiques étaient douze fois plus importantes que celles des alliés, et sur les quatorze divisions alliées stationnées en Europe, deux seulement étaient américaines, rappelle l'historien, dans *L'Europe en enfer, 1914-1949* (Le Seuil, 2016). La division

de l'Europe, avec une partie orientale sous le joug de l'URSS et un versant occidental sous influence américaine, allait toutefois permettre un processus de reconstruction et de prospérité, favorisé par George Marshall et son programme de rétablissement européen.

« Un sous-continent fragile »

Le secrétaire d'Etat était convaincu qu'il fallait agir vite et fort pour le redressement de l'Europe, afin d'éviter son effondrement. Les Etats-Unis avaient déjà dépensé des milliards de dollars en aides et en prêts pour parer à l'urgence, mais Marshall voulait changer d'échelle. Il élabora un plan de 13 milliards de dollars (quelque 229 milliards en valeur estimée actuelle) pour *« rompre le cercle vicieux et rétablir la confiance des Européens dans l'avenir de leurs pays et de l'Europe dans son ensemble »*. Allen Dulles, ancien directeur de la CIA, exposait de manière plus réaliste l'intérêt du « plan Marshall » pour Washington : il s'agissait, disait-il, de *« restaurer une Europe qui puisse et veuille* (…) *acheter nos produits en grosses quantités ».*

Les services américains de renseignement voyaient également le projet d'un bon œil, eux qui redoutaient qu'un effondrement de l'Europe entraîne l'arrivée au pouvoir des communistes. Quant aux responsables de l'armée, ils estimaient qu'une forte présence des Etats-Unis en Europe permettrait à leur pays d'exercer une plus grande influence *« pour la stabilité, la sécurité et la paix du monde »*, comme le notait un rapport publié en avril 1947. *« Tel était le contexte : un paysage sombre sur le plan de la politique et de la sécurité, dans lequel les intérêts américains étaient inextricablement liés à ceux d'un sous-continent fragile et mal en point »*, résumait l'historien britannique Tony Judt dans *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945* (Armand Colin, 2007).

La crise de Berlin avait obligé les Américains, dont le retrait était initialement prévu pour 1947, à assurer une présence militaire constante

en Europe et à opter pour un traité de défense atlantique, malgré les réticences d'une bonne partie du Congrès. Ils menèrent les premières discussions avec leurs alliés britanniques et canadiens, avant de discuter avec la France, mécontente d'avoir été tenue à l'écart, et les pays du Benelux.

A la cérémonie de signature, l'orchestre joua un morceau intitulé *I've Got Plenty of Nothing* (« J'ai du rien en abondance ») : la création de l'OTAN ressemblait effectivement à un coup de bluff. Toutes les parties s'accordaient cependant sur l'objectif final, résumé avec humour par le Britannique Hastings Lionel Ismay, premier secrétaire général de l'Alliance : *« Garder les Russes en dehors, les Américains dedans, les Allemands à terre. »*

Réarmement massif

Au départ, des dirigeants américains voyaient l'OTAN comme un moyen d'aider les Européens à mettre en ordre leur défense, et non comme l'ébauche d'un déploiement durable. La France, elle, voulait surtout se protéger d'un possible revanchisme allemand – elle n'allait admettre le réarmement de son voisin qu'en 1954.

Les Britanniques luttaient depuis longtemps pour assurer un engagement durable des Américains en Europe, et si l'Italien Alcide De Gasperi, président du conseil de 1945 à 1953, aurait préféré une Communauté européenne de défense, il finit par voir dans l'OTAN un moyen de conforter son pouvoir face au Parti communiste italien. D'ailleurs, comme le rappelle Charles Zorgbibe dans son *Histoire de l'OTAN* (Complexe, 2002) une première version du traité avait même retenu l'hypothèse – vite abandonnée – d'un soulèvement intérieur ou d'une rébellion soutenue de l'extérieur, comme pouvant déclencher une intervention des pays alliés…

En juin 1950, Joseph Staline soutenait la décision du leader nord-coréen Kim Il-sung d'envahir la Corée du Sud, et les alliés serraient les rangs, voyant dans cet épisode le prélude à une possible invasion russe de l'Allemagne. Le 29 août 1949, l'URSS avait testé sa première bombe atomique – surnommée « Joe 1 » par les Américains –, mettant un terme au monopole américain de l'arme nucléaire, et, en 1953, Américains et Soviétiques avaient atteint la « capacité de destruction mutuelle assurée » que le Royaume-Uni et la France allaient acquérir à leur tour. La guerre froide s'installait.

Européens et Américains se réarmaient massivement, le plan Marshall cédait la place à un programme d'assistance militaire et l'OTAN acquérait un réel statut d'alliance. Après la levée des réticences françaises, la RFA était autorisée à se réarmer et elle intégrait l'organisation transatlantique en 1955, ce qui provoqua la formation du pacte de Varsovie, rassemblant l'URSS et ses satellites européens dans une alliance symétrique à l'OTAN.

Maintien d'un clivage

Cette première vie de l'OTAN (à laquelle la Grèce et la Turquie adhéreront en 1952, l'Espagne en 1982) allait durer jusqu'à la chute du mur de Berlin, en 1989, et l'effondrement du bloc soviétique. Mais l'OTAN, « bouclier préventif » désormais sans ennemi, ne fut pas remplacée par un ordre paneuropéen. Sa deuxième vie fut surtout marquée par le progressif élargissement de l'Alliance à d'anciens pays communistes, signant le maintien d'un clivage Est-Ouest. Le nombre de ses membres (trente, jusqu'à la récente intégration de la Finlande et de la Suède) allait quasiment doubler à partir de 1999.

L'élargissement était un gage de survie pour l'Alliance et la confirmation que les Européens restaient incapables d'organiser leur système de sécurité sans l'OTAN. Des projets successifs – la Maison commune européenne proposée par Mikhaïl Gorbatchev en juillet 1989, ou la

Confédération européenne de François Mitterrand, en décembre de la même année – avaient fait long feu. Et la décision de la France de réintégrer, en 2009, le commandement militaire qu'elle avait quitté en 1966, était saluée par ses partenaires comme *« une claire manifestation d'unité »*.

Lire aussi (2009) : Dans les archives du « Monde » | Mikhaïl Gorbatchev : « En 1989, l'histoire est sortie de ses gonds »

De « concepts stratégiques » en projets de « transformation », l'OTAN, qui se voulait désormais « globale », a surtout semblé rechercher, depuis trois décennies, une raison d'être. En 1999, l'opération « Force alliée » visant les troupes serbes durant la guerre du Kosovo, conduite par l'Alliance atlantique, avait été critiquée par les Américains, qui jugeaient l'organisation inefficace. Après les attentats du 11 septembre 2001, Washington déclina l'aide proposée par ses alliés, se bornant à accepter d'activer l'article 5 du traité pour deux opérations de surveillance purement symboliques, « Eagle Assist », au-dessus de l'espace aérien américain, et « Active Endeavour » en Méditerranée.

Lire le décryptage (2023) | Ce que contient l'article 5 du traité de l'OTAN, prévoyant une assistance mutuelle des Etats membres en cas d'agression

Pour le reste, l'Alliance ne fera pas plus la preuve de sa cohérence et de son efficacité dans les opérations menées en Afghanistan (où les Etats-Unis décideront seuls d'un retrait chaotique, en août 2021), et les divisions entre les pays membres feront que l'OTAN ne jouera, en tant qu'organisation, aucun rôle réel dans l'intervention en Irak de 2003, hormis quelques soutiens d'ordre logistique.

S'impliquer dans la guerre contre le terrorisme, la lutte contre les « nouvelles conflictualités » ou suivre le « pivot » américain vers la Chine : l'organisation s'est récemment octroyé de nombreuses missions, sans toujours convaincre qu'elle pourrait les tenir. En 2019, le président français, Emmanuel Macron, la diagnostiquait en état de *« mort*

cérébrale ». Elle allait toutefois connaître une troisième vie après l'invasion russe de l'Ukraine, qui la replaçait au cœur de la sécurité européenne et lui permettait de renouer avec sa rhétorique d'antan. Avec l'espoir que Donald Trump ne referme pas un jour prochain le fameux « parapluie » américain, qui a fait oublier à de nombreux pays européens qu'ils restaient totalement tributaires de l'OTAN.

Lire aussi : Emmanuel Macron propose de garantir la sécurité de l'Ukraine, à défaut d'intégrer le pays au sein de l'OTAN

Jean-Pierre Stroobants
Bruxelles, correspondant